

# CODE D'ÉTHIQUE APPLICABLE AUX MEMBRES ÉLUS DE L'ASSOCIATION DES POLICIÈRES ET POLICIERS PROVINCIAUX DU QUÉBEC

Par le comité de Restructuration de  
l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec

Présenté au Conseil de direction du 10 décembre 2014

## PRÉAMBULE

Le présent code d'éthique (le « Code ») s'applique à tout membre de l'Association qui détient une fonction électorale (le « Membre élu ») prévue aux *Statuts et règlements de l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec* (les « Statuts et règlements »).

Le Code énonce les valeurs qui doivent guider l'action des Membres élus en matière d'éthique et certaines règles de conduite auxquelles ils sont assujettis. Ces valeurs et ces règles ne sont pas exhaustives et elles n'ont pas pour effet de limiter ou de se substituer à toutes autres règles, normes ou obligations qui leur seraient applicables en vertu de la loi, des Statuts et règlements ou de toute autre source, qu'elle soit législative, contractuelle ou autre.

## SECTION I

### OBLIGATIONS GÉNÉRALES

1. Le Membre élu doit exercer ses fonctions avec rigueur, accomplir les tâches qui lui sont dévolues avec diligence et agir dans le meilleur intérêt de l'Association et de ses membres.

2. Le Membre élu doit respecter les dispositions des Statuts et règlements, du serment d'office et de toute autre règle, politique, directive ou décision prise par l'Association.
3. Le Membre élu doit agir avec loyauté dans ses gestes et ses paroles de manière à préserver la réputation et la dignité de l'Association et ainsi maintenir le lien de confiance qui lie cette dernière à ses membres.
4. Le Membre élu doit faire preuve de réserve envers l'Association dans la manifestation publique de ses opinions.
5. Le Membre élu doit proscrire l'intolérance, la discrimination ainsi que tout comportement ne respectant pas les droits fondamentaux des personnes et il doit, à ce titre, respecter les dispositions des chartes en vigueur au Québec et au Canada et des lois relatives à ces droits.
6. Le Membre élu doit respecter la liberté d'expression des membres de l'Association et des autres Membres élus.
7. Le Membre élu doit agir avec équité, honnêteté et intégrité.

## **SECTION II**

### **RESPECT DES PERSONNES**

8. Les rapports du Membre élu avec un membre ou un autre Membre élu doivent se fonder sur le respect, la considération et la civilité. Ils ne doivent pas être empreints de discrimination.
9. Le Membre élu ne doit pas tenir des propos injurieux ou harceler un membre ou un Membre élu par des attitudes, des paroles ou des gestes pouvant porter atteinte à sa dignité ou à son intégrité. Il doit utiliser un langage correct et professionnel dans ses communications verbales ou écrites avec ceux-ci.

## SECTION III

### CONFIDENTIALITÉ, DISCRÉTION ET RÉSERVE

**10.**Dans la présente section, on entend par *Information confidentielle* tout renseignement sous quelque forme qu'il soit, notamment, verbal, écrit, sous support électronique ou autre :

- i. qui est détenu par l'Association ou acquis par le Membre élu en raison de l'exercice de ses fonctions;
- ii. qui n'est pas rendu public ou accessible au public et,
- iii. dont le caractère confidentiel est conféré par une loi, par une résolution, un contrat, une directive, une politique ou une autre décision de l'Association ou par les pratiques et usages en vigueur au sein de celle-ci.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, constitue une information au sens du présent article toute information relative à un membre et qui concerne sa vie privée ou son dossier personnel. Est également considérée comme une information au sens du présent article toute information relative à la négociation d'un contrat de travail applicable aux membres de l'Association.

**11.**Le Membre élu doit s'abstenir de rendre publique une Information confidentielle obtenue dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

**12.**Le Membre élu ne doit pas utiliser ou divulguer une Information confidentielle à des fins personnelles ou celles d'un tiers ou dans le but de nuire à autrui.

**13.**Le Membre élu doit prendre toute mesure raisonnable pour assurer la protection d'une Information confidentielle qui lui est transmise ou qu'il transmet.

- 14.**Le Membre élu doit prendre toute mesure raisonnable lors de l'utilisation d'outils technologiques pour éviter de dévoiler une Information confidentielle.
- 15.**Le Membre élu doit s'abstenir de toute déclaration ou commentaire public relatif aux activités de l'Association lorsque ceux-ci qui relèvent de la compétence de l'Association ou de son président en tant que porte-parole ou à une personne désignée par celui-ci.
- 16.**En cas de doute sur le caractère public ou confidentiel d'une information, le Membre élu doit s'adresser au président de l'Association ou, dans la mesure où l'information concerne directement ou indirectement le président, à un procureur mandaté à cette fin par le Bureau exécutif.

## **SECTION IV**

### **CONFLIT D'INTÉRÊTS**

#### **Situation de conflit d'intérêts**

- 17.**Le Membre élu doit faire preuve de jugement de façon à éviter toute situation où il pourrait être empêché, ou donner l'impression qu'il pourrait être empêché, d'agir de façon objective et dans le meilleur intérêt de l'Association et/ou de ses membres dans l'exercice de ses fonctions.
- 18.**Le Membre élu ne doit pas se placer et doit prendre les mesures pour éviter de se placer dans une situation réelle, apparente ou potentielle de conflit d'intérêts.
- 19.**Le Membre élu doit divulguer par écrit au Président et au Vice-président aux Finances de l'Association toute situation de conflit d'intérêts réelle, apparente ou potentielle, et ce, dès la survenance de celui-ci ou de toute situation pouvant susciter un questionnement

ou créer un malaise ou de nature à se transformer en situation de conflit d'intérêts.

De la même façon, s'il s'agit du Président ou du Vice-président Finances, cette divulgation écrite devra être faite dans le cas du Président au Vice-président Finances et un autre membre du Bureau exécutif, et dans le cas du Vice-président Finances, cette divulgation devra être faite au président et un autre membre du Bureau exécutif.

### **Détention d'intérêts, activités professionnelles et promotion**

- 20.** Le Membre élu ne peut, directement ou indirectement, être associé, propriétaire, actionnaire, membre, dirigeant ou être autrement personnellement impliqué dans une entreprise, un organisme ou une association, mettant en conflit ou susceptible de mettre en conflit son intérêt personnel et celui de l'Association et/ou de ses membres dans l'accomplissement de ses fonctions.
- 21.** Le Membre élu ne peut occuper ou exercer un emploi, une charge ou une fonction dans une entreprise, un organisme ou une association mettant en conflit ou susceptible de mettre en conflit son intérêt personnel et celui de l'Association et/ou de ses membres dans l'accomplissement de ses fonctions.
- 22.** À moins d'une autorisation écrite de l'Association, il est interdit pour un Membre élu de faire la promotion d'un produit ou de se porter garant d'un produit de manière à donner l'impression que l'Association appuie ou se porte garante dudit produit.

### **Avantages**

- 23.** Le Membre élu ne peut, par lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, solliciter, accepter ou recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, un avantage, un don, un cadeau, une rémunération ou toute autre forme de gratification qui risque d'avoir une influence réelle actuelle ou future sur son objectivité et son efficacité dans l'exercice de ses fonctions, ou qui risque de le placer dans une situation d'obligé envers le donateur.

**24.**Le Membre élu peut accepter un cadeau, objet promotionnel ou toute autre gratuité de même nature à l'occasion d'une activité de formation ou de perfectionnement, d'un congrès, d'un colloque, d'un gala ou d'un évènement ou d'activités liées à des fonctions officielles de représentation de l'Association, pourvu que ce cadeau, objet promotionnel ou autre gratuité de même nature ne soit pas une somme d'argent, une action, une obligation ou un titre quelconque de finances et qui :

- a. n'est pas en soi de nature à laisser planer un doute sur son intégrité ou son objectivité;
- b. ne compromet aucunement l'intégrité ou l'image de l'Association ou;
- c. est conforme aux règles de la courtoisie, du protocole ou de l'hospitalité.

### **Prévention du favoritisme**

**25.** Le Membre élu ne doit pas agir, tenter d'agir ou omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'accomplissement de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, de façon injustifiée, ceux de toute autre personne physique ou morale.

**26.**Le Membre élu doit divulguer toute situation où ses intérêts personnels ou ceux de personnes qui lui sont liées par des liens familiaux, d'amitié, d'affaires ou autres sont susceptibles d'être affectés par une décision, un vote ou une autre action de l'Association et, si tel est le cas, le Membre élu doit s'abstenir de prendre part aux délibérations et/ou voter à l'égard de telle décision ou action de l'Association.

## **SECTION VI**

### **PROCESSUS DE PLAINTE ET INTERPRÉTATION**

**27.**Toute contravention au présent code peut faire l'objet de plainte auprès du Conseil de direction pour décision selon les pouvoirs prévus aux Statuts et règlements<sup>1</sup>.

**28.**Toute question relative à l'interprétation du présent code devra être adressée au Vice-président discipline et déontologie.

\* \* \* \* \*

### **SERMENT D'OFFICE**

Je soussigné(e) \_\_\_\_\_, ayant été nommé(e) pour représenter les membres de l'Association des Policières et Policiers provinciaux du Québec au poste de \_\_\_\_\_, fais le serment de servir en cette qualité avec toute l'honnêteté, la fidélité, la loyauté et la disponibilité que requiert cette fonction et d'agir dans le meilleur intérêt de l'Association et des membres qu'elle représente.

Je m'engage de plus à transmettre au Conseil de direction de l'Association toutes les informations portées à ma connaissance et pouvant aider à la bonne marche de l'Association ou à l'étude, à la défense et au développement des intérêts moraux, économiques et sociaux de ses membres.

Je m'engage enfin, dans le même but, à garder confidentielle toute information dont la divulgation pourrait compromettre l'atteinte des objectifs de l'Association et le mieux-être de ses membres.

---

<sup>1</sup> Articles 9.03 et 9.06 des Statuts et règlements

Enfin, je m'engage à respecter les *Statuts et règlements de l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec* et le *Code d'éthique applicable aux membres élus de l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec*.